

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques

N° 179 / 23 juin 2014

Je pense à MON AVENIR
J'INVESTIS POUR MON EMPLOI
Je rejoins la CGT

Quel rapport entre les cheminots et nous ? Tout simplement des projets de « modernisation », démarche stratégique à la DGFIP, réforme ferroviaire à la SNCF, inspirés du même credo libéral contraire à l'esprit de service public et lourd de menaces sur les conditions de travail et le statut.

DERAILLEMENT GOUVERNEMENTAL

La réforme actuelle est la conséquence directe du dépeçage effectué en 1997 avec la séparation entre la SNCF et RFF (Réseau Ferré de France) pour faire payer à l'utilisateur la dette générée par le financement des investissements, notamment le TGV, et préparer l'ouverture à la concurrence du privé.

Les dysfonctionnements, plus ou moins graves pour les usagers, se sont multipliés. La dette n'en a pas pour autant été apurée, et la SNCF, comme RFF, se sont engagés sur la pente dangereuse de la réduction des coûts : des milliers d'emplois ont été supprimés, la sous-traitance s'est développée avec des effets visibles en termes de précarité de l'emploi et de rémunération.

Parallèlement, le réseau s'est détérioré, les services se sont dégradés, les prix ont flambé.



Une réforme est nécessaire, mais certainement pas celle du gouvernement actuel, ficelée sans débat, menée à marche forcée, et reposant sur une présentation tronquée de la situation.

Les cheminots ont multiplié les actions depuis plusieurs mois pour faire entendre leur point de vue et exposer leur propositions réunies dans une plate-forme commune CGT-Solidaires-UNSA, de la diffusion de tracts d'information dans les gares jusqu'à la manifestation du 22 mai qui a réuni 22 000 d'entre eux à Paris.

Sans aucune écoute des responsables politiques, ils ont voté la grève le 10 juin à l'appel de la CGT et Solidaires au plan national, localement de FO.

Même amendé par l'Assemblée Nationale, le projet prépare la liquidation du dernier grand service public national du pays.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site de la Fédération CGT des Cheminots ou en lien direct [ici](#).

Rendez-vous également sur le site de l'Union Départementale CGT : <http://lacgt44.fr/>

CONTACT !

Le CTL de la DRFIP examinera mardi 24 le diagnostic territorial pour la Loire-Atlantique, présenté comme la première étape de la « réflexion sur l'évolution possible de son réseau au cours des prochaines années » (2016-2019).

La CGT interrogera la Direction locale sur les évolutions possibles qu'elle n'a pas manqué d'ores et déjà d'envisager concrètement.

Elle rappellera les principes qu'elle défend en matière

d'organisation des services et de maillage territorial reposant sur une nécessaire proximité.

La CGT demande l'examen, lors de ce CTL, du projet d'implantation en Sud-Loire qu'elle a élaboré (présenté en HMI aux collègues de Cambronne et Rezé).

Nos propositions vont bien au delà de la simple implantation d'un SIP à Rezé annoncé par Bézard, et elles pourraient nourrir la réflexion pour le Nord-Loire.

Lors de la réunion du Comité Technique de Réseau (CTR) de la DGFIP le 20 mai a été annoncée la mise en oeuvre dès août, à titre « expérimental », d'un centre de contact (CDC).

Adossé au Centre Impôts Service de Rouen, ce service aura pour mission de prendre en charge tout l'accueil téléphonique du département de l'Oise, de traiter l'ensemble des cas simples de gestion fiscale, de répondre aux courriels des SIP et trésoreries pour la partie impôts.

A terme, d'autres missions pourraient être transférées.

Ce dispositif doit aussi contribuer à la diminution de l'accueil physique, ce qu'étaient déjà censé faire les procédures à distance (télé-déclaration, télé-paiement...).

Combiné aux réductions des horaires, qui se multiplient, au plafonnement à 300 euros des encaissements etc... le transfert de missions vers les CDC annonce les restructurations des SIP à grande échelle... et de substantielles suppressions d'emplois.

Nous faisons le lien en effet entre cette expérimentation et les propositions de la fondation iFRAP, dont la DGFIP utilise le langage, de réduire les effectifs bien sûr, mais aussi de réduire massivement le réseau des trésoreries, de réduire à 400 les trésoreries mixtes, de diviser par 2 les trésoreries spécialisées, et de rationaliser les services SIP/SIE pour ne conserver que 200 structures autonomes spécialisées !

Tout ceci en cohérence avec la réforme territoriale projetée par Hollande : fusion de régions, disparition des départements, mise en place des métropoles.

Voir sur ce sujet la déclaration liminaire de la CGT et le compte-rendu du CTR sur le site national ou en lien [ici](#).

L'emploi, c'est le coeur du problème et le fil conducteur des projets d'évolution du réseau.

An niveau national, plus de 3700 postes sont vacants en catégories C et B pour les 2 filières. L'appel aux listes complémentaires ne suffira pas à combler les trous.

Les services craquent les uns après les autres. Dernier en date en Loire-Atlantique, le SIPE de Chateaubriant, en déficit de 6 C sur 19 emplois implantés en filière fiscale.

EMPLOIS : CA BOUGE AUSSI AILLEURS

Touche pas à mon Hôpital Le personnel est mobilisé depuis des semaines contre les 50 suppressions de postes prévues dans les 2 ans à venir à l'hôpital de Saint-Nazaire. La direction, elle, veut fêter les 2 ans de la cité sanitaire en dépensant 4000 € pour la confection d'un gâteau de 5 m² par un artiste... La suite [ici](#).



Après Nantes, ce sont les postier-es de Saint-Nazaire, Montoir et Saint-Joachim qui sont en grève contre les suppressions d'emplois.

La suite [ici](#).

Pour recevoir Antidote hebdo sur votre messagerie, signalez-vous auprès du correspondant de votre site, ou par mail.